EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA
VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
N° : 450-11-000167-134

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)
*Loi sur les arrangements avec les créanciers
des compagnies*

DANS L'AFFAIRE DU PLAN DE TRANSACTION
ET D'ARRANGEMENT DE :

MONTRÉAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA
CIE (MONTRÉAL, MAINE & ATLANTIQUE
CANADA CIE)

Requérante

et

RICHTER GROUPE CONSEIL INC. (RICHTER
GROUPE CONSEIL INC.), personne morale
dûment constituée, ayant son principal
établissement au 1981, av. McGill College, 12^e
étage, en les cité et district de Montréal (Québec)
H3A 0G6

Contrôleur

TRENTE-CINQUIÈME RAPPORT DU CONTRÔLEUR
Le 10 décembre 2021

INTRODUCTION

1. Le 6 août 2013, Montréal, Maine & Atlantique Canada Cie (« **MMAC** ») a déposé une requête afin d'obtenir une ordonnance initiale en vertu de l'article 11 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36, en sa version modifiée (« **LACC** »). Le 8 août 2013, l'honorable Martin Castonguay, j.c.s., a rendu une ordonnance initiale (l'« **Ordonnance initiale** ») qui, entre autres choses, a désigné Richter Groupe Conseil Inc. à titre de contrôleur dans le cadre des procédures en vertu de la LACC (le « **Contrôleur** »). Une première suspension des procédures a été ordonnée jusqu'au 6 septembre 2013 (la « **Période de suspension** »).

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA
VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA**

2. Les procédures en vertu de la LACC ont depuis été supervisées par l'honorable Gaétan Dumas, j.c.s., et la Période de suspension a été prorogée vingt-quatre fois, la dernière prorogation ayant été accordée jusqu'au 17 décembre 2021.
3. Les rapports précédents du Contrôleur fournissent un aperçu des procédures en vertu de la LACC ainsi qu'un résumé de toutes les requêtes déposées et de toutes les ordonnances rendues jusqu'à ce jour.
4. Les expressions commençant par une majuscule et qui ne sont pas définies dans le présent rapport ont la signification qui leur est attribuée dans les rapports précédents du Contrôleur ou dans le Plan amendé de compromis et d'arrangement de MMAC daté du 8 juin 2015 (le « **Plan amendé** »). Tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont exprimés en dollars canadiens, sauf mention contraire.
5. Tel qu'il est indiqué dans le trente-quatrième rapport du Contrôleur à la Cour, le Contrôleur a déposé une requête visant la détermination et les directives (la « **Requête pour directives** ») relativement à la réclamation de la province de Québec (la « **Province** »). La Cour a rendu un jugement relativement à cette requête le 4 juin 2021 (le « **Jugement sur la requête pour directives** »).
6. Le 23 juin 2021, Me Hans Mercier a déposé une « Requête pour permission d'appeler d'un jugement rendu en application de la *Loi sur les arrangements avec certains créanciers* » (la « **Requête pour permission d'appeler** ») visant le Jugement sur la requête pour directives. La Cour d'appel a entendu la Requête pour permission d'appeler le 20 juillet 2021.
7. Le 22 juillet 2021, la Cour d'appel a rejeté la Requête pour permission d'appeler.
8. Le 10 décembre 2021, la Requérante a déposé une requête visant la vingt-cinquième ordonnance de prorogation de la Période de suspension et l'approbation d'honoraires professionnels (la « **Requête visant la vingt-cinquième prorogation et les honoraires** »). Pour toutes contestations qui se présenteraient, la Requête visant la vingt-cinquième prorogation et les honoraires sera entendue le 17 décembre 2021.
9. Le présent trente-cinquième rapport du Contrôleur vise à informer la Cour quant aux sujets suivants :
 - a) l'avancement du processus de distribution;
 - b) la demande de prorogation;
 - c) l'approbation des honoraires professionnels;

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA
VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA**

- d) l'Ordonnance visant la requête de CP relative aux documents;
- e) le traitement des intérêts;
- f) le Chapitre 11;
- g) les activités du Contrôleur; et
- h) les recommandations du Contrôleur.

AVANCEMENT DU PROCESSUS DE DISTRIBUTION

10. Le Contrôleur détient actuellement environ 114 millions de dollars, répartis entre le solde des fonds non encore été distribués à la Province et le solde des Fonds non distribués (comme définis dans le trente-quatrième rapport daté du 8 juin 2021 (le « **Trente-quatrième rapport** »)). Nous faisons le point ci-dessous sur l'état de ces fonds.
11. Le Jugement sur la requête pour directives n'est plus en appel et le Contrôleur peut maintenant suivre ses conclusions. Plus précisément, le Contrôleur peut verser le solde des fonds qui n'ont pas encore été distribués à la Province, soit un montant d'environ 98,5 millions de dollars (avant la prise en compte des intérêts courus) qui se détaille ainsi :
- a) un montant de 58 909 516 \$ à la Province;
 - b) un montant de 39 609 585 \$ à Richter Group Conseil Inc. à titre de mandataire responsable de la distribution pour la Province (le « **Mandataire** »), ce montant devant être distribué comme suit :

Montréal, Maine & Atlantique Canada Cie Redistribution des fonds gouvernementaux aux créanciers	
Créanciers ayant des réclamations dans les cas de décès	10 606 005 \$
Créanciers ayant des réclamations en raison de lésions corporelles et de dommages moraux	4 650 061
Créanciers ayant des réclamations pour dommages matériels et économiques	2 403 466
Gouvernement du Québec	19 083 345
Ville de Lac-Mégantic	1 174 879
Gouvernement du Canada	-
Créanciers ayant des réclamations des assureurs subrogés	1 691 829
	<u>39 609 585 \$</u>

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA
VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA**

12. La distribution des fonds par le Mandataire devrait débuter avant la fin de l'année.
13. Au moment de la rédaction du présent rapport, le Contrôleur détient, parmi les Fonds non distribués, environ 15,5 millions de dollars d'intérêts courus sur les Fonds pour distribution, diverses réserves qui ont été prises à l'égard des réclamations litigieuses en vertu du Chapitre 11 et la Charge administrative des Professionnels. Ces Fonds non distribués seront distribués après la conclusion des procédures en vertu de la LACC, lorsque toutes les autres questions auront été réglées conformément à l'article 4.2 du Plan modifié et afin de respecter les réglementations fiscales concernant les intérêts courus et distribués aux réclamants.
14. À ce jour, des paiements totalisant environ 32 000 dollars de distributions : i) n'ont toujours pas été versés, en raison de renseignements manquants, ii) ont été retournés au Contrôleur parce que certains réclamants (36 réclamants) ont déménagé sans fournir au Contrôleur leur nouvelle adresse, ou iii) n'ont pas été encaissés. Le montant moyen de ces paiements non encaissés de la distribution est d'environ 891 \$. Le Contrôleur tentera à nouveau d'obtenir les renseignements nécessaires afin que les réclamants reçoivent ou encaissent leur distribution, selon le cas. Si ces tentatives demeurent infructueuses, les fonds seront traités conformément à l'article 8.8 du Plan amendé et remis à des organismes caritatifs.

DEMANDE DE PROROGATION

15. La Requête visant la vingt-cinquième prorogation et les honoraires vise une prorogation de la Période de suspension jusqu'au 17 juin 2022, aux fins de procéder à la distribution des Fonds non distribués et de poursuivre les réclamations litigieuses contre le Chemin de fer Canadien Pacifique (« CP ») en vertu du Chapitre 11 (comme précisé ci-dessous).

APPROBATION DES HONORAIRES PROFESSIONNELS

16. La Requête visant la vingt-cinquième prorogation et les honoraires vise également à obtenir l'approbation du paiement des honoraires des Professionnels canadiens engagés durant la période du 1^{er} juin 2021 au 30 novembre 2021, qui sont résumés dans le tableau suivant :

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA
VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA**

Montreal, Maine & Atlantic Canada Co. Sommaire de la Charge administrative au 30 novembre 2021			
	Honoraires / débours	Taxes de vente	Total
Charge administrative ¹	14 650 000 \$	2 170 000 \$	16 820 000 \$
Honoraires professionnels accumulés au 31 mai 2021	<u>(14 145 379)</u>	<u>(2 094 089)</u>	<u>(16 239 467)</u>
Solde de la Charge administrative pour mettre en œuvre le Plan	504 621	75 911	580 533
Richter	89 418	13 390	102 808
Woods	63 983	9 563	73 546
Gowling WLG	21 801	3 249	25 050
	<u>175 202</u>	<u>26 202</u>	<u>201 404</u>
Solde de la Charge administrative pour terminer les procédures en vertu de la LACC ²	<u>329 419 \$</u>	<u>49 709 \$</u>	<u>379 128 \$</u>

¹ Selon le Plan de compromis et d'arrangement amendé daté du 8 juin 2015 et de l'Ordonnance datée du 3 mars 2017 et de l'Ordonnance datée du 16 juin 2021.

² De plus, le Contrôleur et son conseiller juridique conservent une avance de 150 000 \$, qui sera applicable à leurs notes d'honoraires finales.

Les honoraires du Mandataire relatifs à la redistribution des fonds gouvernementaux seront assumés directement par la Province à même leur portion de la redistribution.

ORDONNANCE VISANT LA REQUÊTE DE CP RELATIVE AUX DOCUMENTS

17. Veuillez vous reporter au vingt-sixième rapport du Contrôleur du 8 juin 2017 pour un résumé de l'Ordonnance visant la requête de CP relative aux documents. En date du présent rapport, le Contrôleur a fait parvenir des comptes-rendus mensuels (de février 2017 à novembre 2021) aux conseillers juridiques de CP ainsi qu'au Conseiller juridique du groupe de créanciers.

TRAITEMENT DES INTÉRÊTS

18. En date du présent rapport, les intérêts courus sur les Fonds pour distribution depuis la date d'entrée en vigueur du Plan amendé s'élèvent à environ 9,2 millions de dollars.

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA
VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA**

19. Comme décrit dans le vingt-neuvième rapport daté du 14 novembre 2018, le Contrôleur produira des relevés d'impôt provincial et fédéral pour chaque réclamant qui reçoit au moins 50 dollars en intérêts.
20. La production des relevés fiscaux ne pourra être effectuée que lorsque toutes les réclamations auront été définitivement réglées et que la répartition finale des intérêts aura été calculée. Compte tenu des renseignements disponibles à ce jour, le Contrôleur estime qu'il pourrait avoir à produire des relevés fiscaux pour au moins 4 400 personnes et entreprises.

CHAPITRE 11

21. Le Contrôleur fournit les mises à jour suivantes, obtenues auprès du représentant du Chapitre 11 (anciennement le Syndic en vertu du Chapitre 11), concernant les différents enjeux qui ont une incidence sur le Plan amendé en ce qui a trait à la date de versement et à la distribution de certains fonds ainsi qu'à l'administration globale en vertu de la LACC :
 - a) Procédures en vertu de l'amendement Carmack : veuillez vous reporter au Trente-quatrième rapport pour connaître les détails de ces procédures. Le représentant du Chapitre 11 indique que la cause en est toujours à l'étape de la communication du dossier et que le procès devrait avoir lieu en juillet 2022;
 - b) Litige entre le représentant du Chapitre 11 et CP : la cause en est toujours à l'étape de la communication du dossier, qui a été prolongée en raison de la COVID-19, ce qui retardera probablement la tenue d'un éventuel procès. Cette cause devrait également aller en procès à l'été 2022.

ACTIVITÉS DU CONTRÔLEUR

22. Les récentes activités du Contrôleur comprennent les suivantes :
 - a) le Contrôleur a versé des distributions à divers réclamants et a répondu aux questions des réclamants portant sur les distributions;
 - b) le Contrôleur a communiqué avec la Province et avec toutes les principales parties prenantes relativement au Jugement sur la requête pour directives, s'est préparé et s'est présenté à l'audience de la Requête pour permission d'appeler à la Cour d'appel;
 - c) le Contrôleur a continué de faire parvenir des comptes-rendus mensuels (de mai 2021 à novembre 2021) aux conseillers juridiques de CP ainsi qu'au Conseiller juridique du groupe de créanciers relativement à l'Ordonnance visant la requête de CP relative aux documents (tel qu'il est précisé dans le vingt-sixième rapport daté du 8 juin 2017);

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA
VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA**

- d) le Contrôleur continue de coopérer avec le représentant du Chapitre 11 et ses professionnels, ainsi qu'avec les conseillers juridiques de la Requérante afin de se tenir au fait des procédures de Montreal, Maine & Atlantic Railway Ltd (« MMAR ») en vertu du Chapitre 11;
- e) le Contrôleur entretient des communications avec les principales parties intéressées afin d'obtenir leur avis, de discuter de diverses questions et de fournir les renseignements demandés;
- f) le Contrôleur continue d'afficher sur son site Web tous les documents de la Cour déposés à l'égard des procédures en vertu de la LACC et du Chapitre 11;
- g) le Contrôleur a préparé, puis déposé ce trente-cinquième rapport; et
- h) le Contrôleur s'est occupé de questions administratives et réglementaires relatives à sa nomination.

RECOMMANDATIONS DU CONTRÔLEUR

A) Prorogation

23. Le Contrôleur est d'avis que la Cour devrait autoriser la prorogation de la Période de suspension jusqu'au 17 juin 2022, afin de permettre la distribution des Fonds non distribués et de poursuivre les réclamations litigieuses intentées contre CP en vertu du Chapitre 11.

B) Honoraires professionnels

24. Le Contrôleur appuie l'approbation des honoraires professionnels pour la période du 1^{er} juin 2021 au 30 novembre 2021, que le Contrôleur estime justes et raisonnables.

Respectueusement soumis à Montréal ce 10^e jour de décembre 2021.

Richter Groupe Conseil Inc.
Contrôleur

(S) Andrew Adessky

Andrew Adessky, CPA, CA, MBA, CIRP, SAI